



CCTP LOT 02 - MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

MAITRISE D'OUVRAGE :

MINISTERE DE LA JUSTICE
TRIBUNAL JUDICIAIRE

0 place Lucien Germereau
36000 CHATEAUROUX
Tél. : 02.54.60.35.35.

ASSISTANCE MAITRISE
D'OUVRAGE :

SAMOP

52 Grand' Rue
86370 VIVONNE
Tél. : 05.49.60.86.99.

BUREAU DE CONTROLE :

BUREAU VERITAS

19 avenue Pierre de Coubertin
36000 CHATEAUROUX
Tél. : 02.40.92.07.12.

COORDONATEUR SPS :

CABINET VERLIAT

1 rue du Champ de Foire
18290 MAREUIL-SUR-ARNON
Tél. : 02.48.69.80.95.

MAITRISE D'ŒUVRE :

PRESLES ARCHITECTURE - Architecte

2 allée de la Pointerie
36230 MERS-SUR-INDRE
Tél. : 06.98.99.07.11
Email : clemence@preslesarchitecture.fr

LARBRE INGENIERIE

16 allée Charles Dickens
36000 CHATEAUROUX
Tél. : 02.54.07.79.98.
Email : catherine.heron@larbre-ingenierie.fr

CRESCENDO CONSEIL - OPC & Economiste

17 place Sainte-Hélène
36000 CHATEAUROUX
Tél. : 02.18.47.72.52
Email : ludovic.orzakiewicz@crescendo-conseil.org

SOMMAIRE

2.1	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	0-1
2.2	DESCRIPTION DES TRAVAUX	0-20

2 MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

2.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

2.1.1.1.1 Description succincte des travaux

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la réalisation des travaux de mise en accessibilité PMR du Tribunal Judiciaire de Châteauroux (36), comprenant :

- l'adaptation des banques d'accueil ;
- la réalisation des rampes bois PMR ;
- le prolongement des mains courantes ;
- les ouvrages divers ;
- etc.

L'entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.1.1.1.2 Connaissance des lieux

Lors de sa visite l'entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant exercer une influence sur l'exécution de ses travaux ainsi que celles des autres lots concernant la conception des détails, la qualité et le prix de chaque ouvrage à réaliser.

Cette prise de connaissance concerne l'accessibilité au site et notamment pour :

- vérifier la possibilité de stockage et d'installation de chantier ;
- s'assurer de l'acheminement de ses matériaux vers leur zone de montage et d'inclure les éventuels frais pour l'utilisation de la grue du lot principal ;
- prendre connaissance des servitudes qui peuvent y être attachées, ainsi que les contraintes d'horaires, les interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers et les dégradations d'ouvrages avoisinant le présent lot ;
- constater la position et l'état des ouvrages existant ;
- vérifier la possibilité du positionnement des ouvrages du présent lot ;
- etc.

Ces contraintes ci-dessus seront réputées être prises en compte par l'entrepreneur du présent lot et devra également définir à la lumière de son étude l'ensemble de ses installations en fonction de son choix technique et d'en informer le maître d'œuvre pour visa.

L'entrepreneur du présent lot ne peut donc arguer d'ignorance quelconque de ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais. Il devra fournir tous ses plans d'exécution ainsi que le détail des moyens qu'il mettra en place pour exécuter ses travaux et cela afin de respecter tous les documents normatifs et contractuels dans ce projet.

2.1.1.1.3 Cotes de construction

L'entrepreneur du présent lot doit pendant la consultation prendre connaissance des prescriptions des lots ayant un lien direct avec le présent lot. Il doit vérifier la concordance entre les plans.

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte de la nature des diverses zones d'intervention du présent lot et qu'elles soient existantes ou à créer conformément aux plans et documents joints au dossier de consultation. Et notamment pour les tolérances dimensionnelles, du traitement des points singuliers du présent lot avec les ouvrages avoisinants, de leur alignement, de leur fabrication et de leur mise en œuvre des éléments. Les cotes de construction seront relevées sur le chantier dans la mesure du possible par le titulaire suivant les possibilités du planning

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

d'exécution des travaux TCE.

En effet, dans le cas où des travaux ont été réalisés avant son intervention et qu'il découvrirait, une anomalie soit au stade de son étude ou avant le début de ses travaux, il devra en informer immédiatement le Maître d'œuvre et de n'entreprendre ses travaux qu'après avoir eu l'aval du Maître d'œuvre. En cas de non-respect de cette prescription il ne pourra pas arguer d'une erreur ou omission pour demander un supplément de prix à son offre initiale.

2.1.1.1.4 Présentation de l'offre et vérification des données du CCTP

L'entrepreneur du présent lot devra présenter son offre suivant la forme des documents fournis "DPGF" lors de la consultation.

L'entrepreneur du présent lot est informé que les prescriptions proposées dans le présent CCTP ne sont qu'indicatives et elles sont pour des ouvrages réputés complets. En effet, elles ne pourront être réalisées par le présent lot qu'après les avoir vérifiés et adaptées à la lumière de son savoir-faire et sous sa responsabilité en fonction des divers types de d'ouvrages du présent projet et notamment à la mise en œuvre des ouvrages du présent lot suivant les DTU, normes Afnor, CSTB, ayant un lien direct avec ceux des autres lots pour former un ouvrage complet et axent de défaut de conception et de réalisation ainsi qu'aux diverses sollicitations auxquelles ils seront soumis ;

L'entrepreneur du présent lot doit s'affranchir des directives ci-dessus pour les divers types d'ouvrages du présent lot associés ou non à des ouvrages réalisés préalablement à son intervention et qu'ils soient appropriés à l'utilisation pour laquelle ils sont prévus. Celle-ci s'applique également aux divers matériaux mis en œuvre et aux sollicitations auxquelles ils sont soumis. Toutes Les modifications ou compléments jugés utiles ou nécessaires devront être joints, à la soumission, accompagnés des justifications correspondantes. Le soumissionnaire devra inclure en annexe de son offre, tous les éléments non portés au présent CCTP et nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages prévus sur les plans du présent lot

L'entrepreneur du présent lot devra utiliser le matériel et engins nécessaires à la bonne exécution des travaux, ainsi que ceux pour les transports et manutentions diverses. Il sera également dû forfaitairement ou au prix bordereau (DPGF), tous les travaux dits annexes et nécessaires seront compris par le présent lot.

En effet, l'entrepreneur du présent lot devra inclure également en annexe tous les éléments non portés au présent CCTP et qui sont nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages prévus sur les plans du maître d'œuvre. En sachant que le CCTP a pour but la description d'ouvrages complets et pas obligatoirement détaillés, l'entrepreneur du présent lot étant l'homme de l'art et en a une parfaite connaissance des moindres détails de mise en œuvre.

L'entrepreneur du présent lot devra la fourniture de tous les matériaux et le matériel nécessaire à leur mise en œuvre ainsi que tous les transports et manutentions diverses. Il sera également dû, tous les travaux annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

Le matériel, les produits et matériaux énumérés dans le présent CCTP ont été choisis en référence, soit de leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leur aspect ou leurs qualités.

L'entrepreneur du présent lot devra réceptionner les ouvrages des autres lots qui sont intervenus avant son Lot et en cas de non-satisfaction le signaler avant tout début de ses travaux au Maître d'œuvre pendant le rendez-vous de chantier, voir par e-mail et lettre R+AR, pour que cette information soit mentionnée dans le compte rendu de chantier.

2.1.1.2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot a pour obligation de remettre une offre suivant le type de marché ci-après. Toute offre ne respectant pas cette directive sera purement et simplement rejetée.

2.1.1.2.1 Type de marchés

2.1.1.2.1.2 Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Il est soumis à une obligation de résultat.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes en complément au présent document. Ces plans ont pour objet de situer les prestations du présent lot dans le présent projet. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives.

Le présent lot devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat.

Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, l'entrepreneur du présent lot devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'entrepreneur du présent lot alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux.

L'entrepreneur du présent lot doit proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

2.1.1.2.1.3 Contenu des prix

Il est précisé à l'entreprise que dans le présent CCTP, que celui-ci a pour objet l'ensemble des prestations du présent lot, et il devra tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages conformément aux règles de l'art. Les prix du marché comprendront implicitement :

- l'implantation des ouvrages ;
- tous les matériels nécessaires à l'exécution des ouvrages ;
- l'amené la fourniture, le stockage des matériaux ;
- tous les réglages et mise au point éventuels ;
- tous les essais et contrôles en cours et en fin de chantier ;
- droits de voiries, de décharges et divers ;
- dispositions diverses du CCAP, du Bureau de Contrôle, du CSPS, de la législation du travail ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entreprise du présent lot selon le CCAP ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- la notice d'entretien et de maintenance des menuiseries intérieures et des divers organes d'ouvertures et de fermetures ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - * le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc. ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
 - * les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
 - * le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
 - * le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
 - * la notice d'entretien, s'il y a lieu.
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorée ou salie par les travaux du présent Lot ;
- la quote-part du présent attributaire dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

2.1.1.2.1.4 Obligation de moyens

L'obligation de moyen est une obligation juridique régie par l'article 1137 du Code civil, en vertu de laquelle « dans le présent CCTP » l'entreprise s'engage à fournir tous les efforts nécessaires pour essayer d'atteindre l'objectif qui lui a été fixé et cela dans le sens où cette obligation de moyen n'entraîne pas l'attributaire d'atteindre un résultat précis.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

2.1.1.2.2 Responsabilité des matériaux mise œuvre par le présent lot

L'entrepreneur du présent lot, restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et les produits les mieux adaptés en fonction de leur destination notamment :

- conformité à la réglementation - nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux.

Etc.

2.1.1.2.3 Liaison avec les autres corps d'état

D'une façon générale, l'entrepreneur du présent lot doit consulter ou se procurer auprès du maître d'œuvre, tous les renseignements nécessaires à ses études. Il doit les connaître et il ne pourra, par la suite et notamment lors de l'exécution, ignorer les descriptifs des autres lots, et, de ce fait, demander des suppléments de prix.

2.1.1.2.4 Reconnaissance des existants "Réhabilitation"

L'entrepreneur du présent lot est ainsi contractuellement réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants :

- de l'état des autres ouvrages avant son intervention ;
- de la nature des différents matériaux constituant la couverture ;
- et de tous les autres constats que pourront faire les soumissionnaires du présent Lot.

Ainsi, toutes les offres des soumissionnaires seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette visite de reconnaissance sur site, et comprennent explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs qui dans la première phase de soumissionnaires pourront alors faire cette reconnaissance sur site et effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

A. Procédure de la protection et sauvegarde des existants

Étant en travaux de réhabilitation tous les travaux du présent Lot sont à réaliser sur une construction existante "dite " occupée.

Le présent attributaire du présent Lot devra prendre toutes dispositions et précautions pour ne causer aucune détérioration si minime soit-elle aux existants lors de son intervention.

Le présent attributaire du présent Lot sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Point particuliers : dans le cas les travaux du présent Lot nécessitent de passer par l'intérieur des logements, il devra prendre toutes les dispositions pour pas causer aucun dommage aux sols textiles et moquettes, et aux parquets le cas échéant.

Ainsi, le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de réaliser des protections complémentaires.

Il en sera de même en ce qui concerne les espaces verts et abords qui ne devront en aucun cas subir des dégradations du fait des travaux.

En cas du non-respect des directives ci-avant par l'entrepreneur attributaire du présent Lot il en subira toutes les conséquences éventuelles (financières de remise en l'état).

B. Nettoyages

Le nettoyage du chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur attributaire du présent Lot devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

En ce qui concerne les gravois et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

En fin de travaux, le présent lot devra effectuer tous les nettoyages nécessaires.

En ce qui concerne les gravois et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

Pour résumer, l'entrepreneur du présent Lot devra, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Sanction : dans le cas du non-respect par l'attributaire du présent Lot de ces obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, et à la charge de l'attributaire défaillant et cela sans mise en demeure préalable, sur le simple constat du non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur du présent Lot.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

C. Choix des matériaux neufs mis en œuvre

Tous les matériaux neufs mis en œuvre et dits concomitamment avec des matériaux anciens conservés ou réemployés devront toujours être de même type et modèle que les matériaux anciens, et cela dans la mesure du possible être de même provenance, et d'être compatibles entre eux.

2.1.1.2.5 Contenu de l'offre de l'entrepreneur "Réhabilitation"

Chaque offre des entrepreneurs est contractuellement réputée tenir compte de toutes les conditions particulières d'intervention sur site existant, quelles qu'elles soient, et qui pourront être rencontrées lors de l'exécution des travaux du présent Lot.

Ainsi, elle tiendra compte notamment des points particuliers ci-dessous "non limitatifs" :

- de toutes les constatations que l'entreprise aura faites lors de sa reconnaissance in-situ de l'état la toiture existante et ces travaux à réaliser ;
- ainsi que de toutes les spécifications des articles précédents.

2.1.1.2.6 Vols - Dégradations

L'entrepreneur du présent lot sera responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages et ce, jusqu'à la réception des travaux. A aucun moment, les éventuels vols ou dégradations ne pourront faire l'objet d'une demande d'affectation au compte prorata. Ainsi, l'entrepreneur du présent lot est responsable de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception. Il en devra leur protection. Il est précisé également à l'entrepreneur du présent lot, dont l'exécution de ses propres travaux risque d'être la cause des détériorations ou autres causes aux ouvrages déjà réalisés, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection des ouvrages. Si l'entrepreneur du présent lot ne se conforme pas à cette prescription, toute réparation sera intégralement à sa charge. De plus dans le cas d'un refus, le maître d'œuvre pourra, après avoir notifié les désordres par lettre R+AR, faire intervenir une autre entreprise et cette prise en charge sera à la charge de l'entrepreneur défaillant.

2.1.1.3 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS : NON LIMITATIFS

Il est fait le rappel à l'attributaire des dispositions particulières à chacun des lots qui seront précisées dans leurs spécifications techniques respectives, sauf dispositions particulières indiquées dans le présent document, les calculs, la conception, ainsi que la fabrication en usine puis l'exécution sur le chantier, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage. Toutes les dispositions précédemment énumérées seront dans leur ensemble conforme aux normes et règlement ainsi qu'aux prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur au moment des travaux.

Il est précisé à l'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

Que pour tous les documents qui seront mentionnés ci-après, il sera retenu leur dernière parution et cela à la date de la présente prescription du marché de travaux. De ce fait, en cas d'erreurs, voire de contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (CCTP plans, etc....), il devra immédiatement en avvertir le maître d'œuvre et prévoir tout complément en annexe de son offre. De plus, lorsque l'attributaire utilisera certains procédés et des matériaux dits non traditionnels et non régis par les documents de référence cités ci-avant, ceux-ci devront alors être obligatoirement instruits et validés par le CSTB et posséder obligatoirement un Avis Technique voire un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

2.1.1.3.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Code civil ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité ;
- Le permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les rapports du bureau de contrôle et de leurs applications ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité "CSPS" et de leurs applications ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir ;
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Législation concernant les travaux de désamiantage ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RE 2020) ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés. La loi du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1er avril 2021 ;
- Application de la NF P 03-002 d'octobre 2014. Le présent document a pour objet de mettre à la disposition des intéressés un "Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de génie civil faisant l'objet de marchés privés". Le présent document s'applique aux travaux neufs ainsi qu'aux travaux de transformation et de réparation de tous ouvrages de génie civil ;
- Application du code des marchés publics depuis le 1er avril 2019 ;
- NF X 46-011, Travaux de traitement de l'amiante modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises ;
- Normes AFNOR ;
- Prescriptions techniques du CSTB ;
- Et en conclusion tous les autres textes dits réglementaires et législatifs.

2.1.1.3.2 Liste des DTU applicables au marché (y compris leurs modifications, amendements et erratums)

NF DTU 36.2 (P23-202) : Travaux de bâtiment - Menuiseries intérieures en bois

- NF DTU 36.2 P1-1 (mai 2016) : Travaux de bâtiment - Menuiseries intérieures en bois - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P23-202-1-1) ;
- NF DTU 36.2 P1-2 (mai 2016) : Travaux de bâtiment - Menuiseries intérieures en bois - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P23-202-1-2) ;
- NF DTU 36.2 P2 (mai 2016) : Travaux de bâtiment - Menuiseries intérieures en bois - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P23-202-2) ;
- NF DTU 36.3 (P21-220) : Escaliers en bois et garde-corps associés ;
- NF DTU 36.3 P1-1 (septembre 2014) : Travaux de bâtiment - Escaliers en bois et garde-corps associés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P21-220-1-1) ;
- NF DTU 36.3 P1-2 (septembre 2014) : Travaux de bâtiment - Escaliers en bois et garde-corps associés - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P21-220-1-2) ;
- NF DTU 36.3 P2 (septembre 2014) : Travaux de bâtiment - Escaliers en bois et garde-corps associés - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (CCS) (Indice de classement : P21-220-2) ;
- NF DTU 36.3 P3 (septembre 2014) : Travaux de bâtiment - Escaliers en bois et garde-corps associés - Partie 3 : Règles de conception (Indice de classement : P21-220-3).

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

2.1.1.3.3 Autres documents de référence

L'entrepreneur du présent lot doit se conformer également aux cahiers des prescriptions techniques (CPT) regroupant des dispositions de mise en œuvre communes à une famille de produits ou procédés objets d'Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA), doivent être utilisés conjointement avec les ATec ou DTA en cours de validité qui y font référence. Ils peuvent les compléter ou les amender.

D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

2.1.1.3.4 Marques de qualité des matériaux utilisés dans le présent projet

L'attributaire du présent lot devra pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations de son marché, avoir fait l'objet d'une « marque NF et CE », d'un « label » ou d'une « certification », l'entrepreneur attributaire du présent lot ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante et dite équivalente. Ainsi, ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

2.1.1.3.5 Conception - Études d'exécution

L'entrepreneur du présent lot fournira pour ses ouvrages les plans d'exécution et ainsi que toutes réservations nécessaires à son propre lot et à ceux des autres lots.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu de préparer d'après les pièces du projet, les plans d'ensemble et de détails nécessaires pour l'exécution de ses ouvrages y compris ceux qui sont en relation avec les autres lots du présent projet. Ces plans seront cotés avec le plus grand soin et préciseront tous les détails.

Avant la mise en œuvre sur site de ses ouvrages l'entrepreneur du présent lot devra fournir tous ses plans au maître d'œuvre pour visa et ainsi que son choix sur la qualité des matériaux utilisés et ils seront communiqués pour avis au Bureau de Contrôle et à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur du présent lot devra tenir compte des observations et modifications qui seront demandées par le bureau de contrôle et la maîtrise d'œuvre (MOE).

2.1.1.3.6 Règles professionnelles

L'entrepreneur du présent lot devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles de son lot et de ceux ayant un lien direct avec le présent lot ».

Il est contractuellement réputé en avoir eu connaissance. La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Dans le cas où l'entrepreneur du présent lot souhaiterait mettre en œuvre l'un de ces produits ou autres procédés il devra :

- vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.
- si cela est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché
- il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette "mise en observation" ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché ;
- en tout état de cause, l'entrepreneur du présent lot ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs, il sera soumis à l'accord du Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage.

2.1.1.3.7 Liste des règles de calcul

Outre les prescriptions particulières contenues dans la présente notice, les calculs seront soumis aux règles, normes DTU et prescriptions en vigueur à la date de remise des offres :

- aux DTU 31.1, 34.1, 36.2 etc. ;
- aux certificats d'agrément et avis techniques du CSTB ;
- aux normes françaises de l'association de normalisation (AFNOR) homologuée par arrêté ministériel en vigueur à la date de remise des offres ;
- aux normes et règlements acoustique de la NRA ;
- au code du travail.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Liste non exhaustive.

2.1.1.3.8 L'importance du respect des règles de l'art en matière d'assurance

Le non-respect des Règles de l'Art et des textes réglementaires peut entraîner la déchéance de tout droit à garantie pour l'assuré, notamment en ce qui concerne la responsabilité décennale (annexe 1 de l'article A 243.1 du code des assurances).

Conclusion :

Il est obligatoire de respecter les normes, DTU et avis techniques qui représentent la partie codifiée des Règles de l'Art, dans le cadre d'une bonne politique de gestion des risques. En effet, en cas de procédures contentieuses, il vous sera toujours reproché, en tant que professionnel du Bâtiment, de ne pas les avoir respectées considérant qu'elles font partie intégrante des connaissances de base de votre métier.

2.1.1.3.9 Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

L'entrepreneur du présent lot devra respecter à la lettre les directives du CCAP.

2.1.1.3.10 Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'entrepreneur du présent lot devra respecter à la lettre les directives du CCTP. Dans le cas où l'adjudicataire constaterait que des ouvrages ont été oubliés dans le présent document, il devra fournir une offre avec une note explicative séparée qui sera annexée à son offre mentionnant lesdites omissions.

2.1.1.3.11 Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1^{er} avril 2021

Chaque entreprise participant au projet reconnaît avoir pris connaissance du CCAG travaux qui est en application au 1^{er} Avril 2021 suivant l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

2.1.1.3.12 Procédés et produits de techniques non courantes

Pour les Avis Techniques et les procédures ATEx concernant les procédés et produits de techniques non courantes, l'entrepreneur du présent lot se reportera aux clauses des Documents généraux d'Avis Technique.

En effet :

- dès qu'ils sortent du contexte des techniques « traditionnelles », lesdits constructeurs doivent établir avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.
- nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATec) ou DTA et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste « verte » par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU.
- l'entrepreneur du présent lot devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'un Avis Technique valide.

2.1.1.3.13 Réglementations concernant les matériaux et produits

Pour tous les matériaux et les fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une " Marque NF ", d'un " Label " ou d'une " Certification ", l'entrepreneur du présent lot ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

2.1.1.3.14 Responsabilité vis à vis des tiers

L'entrepreneur du présent lot sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux :

- du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
- il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

- dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'entrepreneur du présent lot.

2.1.1.3.15 Contrôles des ouvrages

L'entrepreneur du présent lot doit effectuer les vérifications de la bonne exécution de ses ouvrages avec le support et cotations sur les plans du maître d'œuvre (tout type), et tels que prévus dans le document technique réputé connu par le présent lot.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire par le Maître d'œuvre un contrôle dit à la bille pour vérifier la bonne adhésion des matériaux avec son support.

2.1.1.3.16 Choix des menuiseries intérieures en fonction de leur fonction

Les menuiseries intérieures seront fournies et posées par l'attributaire du présent lot en fonction de leurs destinations et elles doivent notamment satisfaire aux règles incendies propres au présent projet.

En cas du non-respect de cette directive, le présent lot en devra la mise en conformité et cela sans supplément de prix. Des pénalités pourront lui être appliquées suivant les pièces du marché du présent projet.

2.1.2 PRÉCONISATION DE MISE EN ŒUVRE

2.1.2.1 PRODUITS ET PROCÉDÉS INNOVANTS

Dès qu'ils sortent du contexte des techniques « traditionnelles », les constructeurs doivent établir, avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.

Nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATec) et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste « verte » par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU.

L'entrepreneur devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'un Avis Technique valide.

2.1.2.2 AGRÉMENTS OU PROCÈS-VERBAUX D'ESSAIS

La présentation des « agréments » ou « procès-verbaux d'essais » relatifs aux performances des produits seront exigés de l'entrepreneur.

2.1.2.3 PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

Concernant certains produits, le descriptif pourra mentionner des prescriptions environnementales particulières : PEFC, FSC, niveau d'émissions dans l'air intérieur, fourniture de fiches Déclaration Environnementale Produit.

2.1.2.4 POSE DES OUVRAGES

2.1.2.4.1 Réception et stockage des ouvrages

Les ouvrages de menuiserie seront réceptionnés dès leur livraison ou, au plus tard, avant leur mise en œuvre. Lors de cette réception, seront contrôlées, entre autres la conformité, la qualité, l'humidité des bois et les dimensions.

2.1.2.4.1.1 Humidité des bois

Il sera procédé par sondage à des mesures de l'humidité des bois

Les mesures ne devront pas laisser de trace en parement des ouvrages. La mise en œuvre d'un lot sera effectuée si les conditions définies ci-dessous, sont satisfaites pour 90% au moins des éléments mesurés. L'humidité des bois à la livraison comme au moment de la pose devra être comprise dans les limites ci-après :

- l'humidité des bois de ces ouvrages devront être comprise entre 13 et 18%.
- autres menuiseries intérieures. L'humidité des bois des ouvrages de menuiserie intérieure devra être aussi voisine que possible de l'humidité correspondant à l'équilibre hygroscopique que ces bois atteindront dans les locaux en service.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

2.1.2.4.1.2 Précautions spécifiques aux menuiseries intérieures

Si ces menuiseries intérieures sont appelées à rester en stock plus d'un mois dans un local, les conditions hygrothermiques de celui-ci doivent être aussi proches que possible de celles prévisibles des locaux en service.

2.1.2.5 CONDITIONS D'EMPLOI DES COLLES

2.1.2.5.1 Colles

En plus de la résistance mécanique à sec qu'offrira un collage, les critères permettant le choix d'une colle plutôt qu'une autre seront principalement le degré de tenue aux intempéries et la possibilité d'emploi pour la réalisation d'ouvrages travaillant. On donnera ci-après une classification des colles en deux catégories :

- la première sera relative aux colles dont la tenue aux intempéries sera généralement bonne,
- la seconde regroupera les formulations de colles présentant une tenue médiocre aux intempéries.

Quelle que soit leur destination, les colles seront stockées suivant les conditions prévues par le fabricant, notamment en ce qui concernera la température, l'hygrométrie, l'étanchéité des emballages. La plupart des colles vieillissant dans leurs emballages, l'entrepreneur vérifiera que les lots livrés portent une identification.

2.1.2.5.1.1 Colles tous usages couramment utilisées

Résorcine-formol et résorcine-phénol-formol : elles devront être mises en œuvre à une température > 18° C sur des bois contenant au plus 18% d'humidité. Elles risqueront de tacher les bois clairs.

Urée-formol améliorées : il s'agira de colles améliorées par l'incorporation de durcisseurs spéciaux, contenant de la mélamine ou de la résorcine. L'humidité du bois, à l'encollage, devra être < 15%. La température devra être de 15° C au moins. Les colles urée-formol améliorées "joints minces" ne seront utilisables que si l'épaisseur du joint ne dépasse pas 25/100 de mm (tourillons, entures multiples, etc). Lorsque l'on sera amené à réaliser des joints de collage d'une épaisseur comprise entre 25/100 et 30/100 de mm, il faudra utiliser des formulations spéciales dites "joints épais", contenant des plastifiants ou des charges particulières.

Vinyliques à durcisseur : il s'agira de colles dont la tenue au fluage et la tenue à l'extérieur seront améliorées par l'incorporation d'un durcisseur. Elles devront être mises en œuvre à une température d'au moins 15° C, l'humidité des bois devra être de 18% au plus, et leur complète réticulation sera obtenue deux à quatre semaines après collage. Elles auront une tenue au fluage satisfaisante. Elles risqueront de tacher les bois clairs. Elles ne seront adaptées qu'aux joints minces.

2.1.2.5.1.2 Autres colles, plus rarement utilisées

Époxydiques

- A utiliser surtout pour le collage des matériaux divers sur bois.

Polyuréthanes

- Ce seront des colles à un et deux composants. Elles ne nécessiteront pas de pression de serrage élevée. Le film de colle obtenu sera souple, ce qui limitera l'utilisation de ces produits aux emplois non travaillant. Ces colles seront principalement utilisées pour l'assemblage du bois sur les matériaux divers.

2.1.2.5.1.3 Colles utilisables seulement à l'abri de l'humidité

Vinyliques sans durcisseur

Ces colles, sujettes aux fluages, conviendront pour des joints d'épaisseur < 25/100 de mm. Elles ne tacheront pas. Leur principale utilisation résidera dans la fabrication des menuiseries intérieures mais seront utilisables dans les travaux de plaque et le collage des stratifiés.

Urée-formol ordinaire

Elles seront utilisables sous forme de joints dont l'épaisseur ne dépassera pas 25/100 de mm. Elles ne tacheront pas. Lorsque l'on sera amené à réaliser des joints de collage d'une épaisseur comprise entre 25/100 et 130/100 de mm, il faudra utiliser des formulations spéciales dites "joints épais", contenant des plastifiants ou des charges particulières. Leur principale utilisation résidera dans les travaux de plaques et les assemblages de menuiseries intérieures.

Polychloroprènes

La plupart de ces colles auront une tenue médiocre au vieillissement, à l'exception de certaines formulations adaptées. Les collages à base de polychloroprènes seront sensibles au fluage et ne conviendront pas aux assemblages soumis à une charge permanente. Elles seront utilisables essentiellement pour le collage de matériaux divers (exemple métal sur bois)

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

où la souplesse des joints sera recherchée. Elles existeront sous forme mono ou bi composant. Les formules avec durcisseur présenteront en général une meilleure tenue des collages à la chaleur. Elles auront une prise instantanée, leur avantage sera de ne pas nécessiter de presse. Les colles mastic polychloroprènes permettront des collages à joints très épais. Elles seront surtout utilisées pour le collage direct de panneaux sur solives ou lambourdes ou murs.

Caséines

Ces colles se mettront en œuvre à température ambiante. Elles tacheront les bois contenant du tanin. Leur mauvaise tenue aux micro-organismes pourra être améliorée par l'incorporation d'antiseptiques.

2.1.2.5.1.4 Collage des stratifiés

Le collage des stratifiés sur bois nécessitera de conditionner les panneaux à encoller pendant 3 jours au minimum dans une ambiance où la température minimale sera de 15° C et l'hygrométrie à 50% au maximum et de choisir des subjectiles dont les caractéristiques (état de surface, densité, etc) seront au moins équivalentes à celles des panneaux de particules CTB-P. Le collage des stratifiés pourra également s'effectuer à chaud, à une température < 70° C. Les colles utilisées à chaud seront principalement les vinyliques et les urées-formol.

2.1.2.6 PARQUETS MASSIFS

2.1.2.6.1 Généralité et précautions

2.1.2.6.1.1 Conditions de stockage sur chantier

Les parquets approvisionnés doivent être placés à l'abri des intempéries et mis en dépôts dans des locaux propres, parfaitement secs et non sujets aux condensations de vapeur d'eau. Ils doivent être à l'abri des remontées d'humidité. Les éléments (lames, lambourdes, voliges, panneaux) sont empilés de manière à ne subir aucune déformation ; ils doivent être isolés du sol.

Les autres fournitures sont stockées dans les conditions définies par le fournisseur.

2.1.2.6.1.2 Supports

Principes généraux

Le support ne doit pas être susceptible d'exposer le revêtement posé à des remontées d'humidité sous quelque forme que ce soit. Dans le cas de supports réalisés directement sur terre-plein, la pose d'un parquet n'est possible que si un cuvelage étanche ou toute autre barrière efficace a été réalisé sous le dallage. Dans le cas de supports réalisés sur vide sanitaire, celui-ci doit avoir 0,50 m de hauteur minimale, être débarrassé de toute matière organique ; le plancher doit être conçu et réalisé de façon à ne donner lieu à aucune remontée d'humidité vers le parquet.

Supports aptes à recevoir un parquet :

- plancher en bois ou en panneaux dérivés du bois, exécuté conformément au DTU n° 51.3.
- solivage, en bois ou en métal.
- supports à base de liants hydrauliques à savoir chapes adhérentes ou flottantes, conformes aux prescriptions du DTU n° 26.2, dalles en "béton surfacé soigné" ou dalles surfacées courantes.

Réservations

Elles doivent être conformes à ce que nécessite la pose du parquet prévu.

Caractéristiques du support :

- planchers en bois ou en panneaux dérivés du bois Les tolérances d'exécution sont définies par le DTU n° 51.3. Les parquets en pin maritime doivent être posés sur des supports exempts de "bleu".
- le solivage bois doit avoir été réalisé conformément aux DTU n° 31.1. " Travaux de charpente en bois", DTU n° 31.2 "Maisons traditionnelles à ossature en bois" et au DTU "Règles CB-71".
- le solivage métallique doit avoir été réalisé conformément aux DTU n° 32.1 "Charpentes en acier" et "Règles CM-66". L'entraxe des solives est au plus égal à 0,45 m.
- supports à base de liants hydrauliques. Pour les caractéristiques physiques et mécaniques : le support doit présenter une résistance, une rigidité et une dureté convenables. Le support doit présenter un état de propreté compatible avec le mode de fixation prévu pour les lambourdes.

2.1.2.6.1.3 État du chantier

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Elle peut être effectuée que si les conditions ci-après sont toutes satisfaites dans les locaux à parquer et les locaux avoisinants :

- séchage suffisant du support, du gros œuvre, des enduits et raccords (taux d'humidité des maçonneries et enduits au plus égal à 5 %) ;
- travaux de mise en œuvre terminés pour le carrelage et les revêtements durs scellés ou collés ;
- vitrage et mise à l'abri des intempéries des pièces à parquer ;
- vérification de l'étanchéité des installations sanitaires et de chauffage ;
- température des locaux et du support supérieure à + 5 ° C. Dans le cas de chauffage par le sol, quelle que soit la saison, il y a lieu, préalablement aux travaux de parquage, de mettre en route ce chauffage pendant deux semaines au moins. La mise en œuvre du parquet elle-même ne doit être entreprise que si ce chauffage est arrêté ;
- les plinthes ne sont pas posées ;
- pas de ré humidification importante ultérieure des locaux ;
- pour les parquets vernis en usine. Outre les précautions ci-dessus, constatées par les réceptions correspondantes, tous les travaux de peinture et de nettoyage doivent être terminés à l'exclusion éventuellement de la dernière couche sur les plinthes.

2.1.2.6.1.4 Humidité des locaux et du parquet

Les parquets faisant l'objet du présent document sont destinés à des locaux secs. Compte tenu du taux d'humidité auquel ils sont livrés, leur mise en œuvre ne doit être entreprise que si l'air ambiant a un état hygrométrique moyen au plus égal à 70 % :

- locaux non chauffés ou chauffés d'une façon intermittente ne risquant pas de faire descendre l'état hygrométrique de l'air au-dessous de 60 %. L'exécution du travail ne doit être entreprise que si l'état hygrométrique moyen de l'air ambiant est inférieur à 85 %.
- locaux chauffés par chauffage central ne risquant pas de faire descendre l'état hygrométrique de l'air au-dessous de 40 %. L'exécution du travail ne doit être entreprise que si l'air ambiant est à un état hygrométrique inférieur à 75 %. Il est interdit de poser pendant les périodes particulièrement humides, à moins qu'il y ait possibilité de faire procéder à un chauffage réduit en même temps qu'à la ventilation des locaux pendant la pose et jusqu'à la fin de la période humide.
- locaux chauffés dont le mode de chauffage peut faire descendre l'état hygrométrique de l'air au-dessous de 40 %. L'exécution du travail ne doit être entreprise qu'après mise en route du chauffage et à condition que celui-ci fonctionne pendant les périodes humides et jusqu'à l'occupation normale des locaux, exception faite pour les périodes de faible humidité des locaux.

2.1.2.6.1.5 Humidité et température des locaux après exécution

Les conditions de température et d'hygrométrie de l'air définies par la norme doivent être maintenues après l'exécution du parquet.

2.1.2.6.1.6 Précautions après pose

Pour les parquets non vernis en usine et compte tenu des opérations de replanissage et de finition prévues, une protection du parquet après la pose n'est pas nécessaire. La pose d'un film imperméable (polyéthylène, etc.) est à éviter formellement.

2.1.2.6.2 Formes et sous-couches

Les tolérances de planéité, d'arase et d'horizontalité de la forme déterminent celles du parquet.

2.1.2.6.2.1 Formes en béton maigre

Elles doivent présenter une surface talochée et régulière sans faïençage ni croûtes superficielles. Il ne faut rien coller sur ces formes qui ne supportent que des poses en flottant.

La forme ne peut servir de support que lorsqu'elle est sèche.

2.1.2.6.2.2 Formes en sable

Sable fin de rivière ou de carrière

Le sable humide est étalé sur le support de façon à former un matelas de 2 à 3 cm d'épaisseur. Lorsque la forme est sèche, elle est dressée de niveau à la règle.

Sable de forte granularité

Le gravier 3/8 concassé de carrière est étalée de façon à former un matelas de 3 à 5 cm.

2.1.2.6.2.3 Sous-couches

Le choix d'une sous-couche est fait en fonction de l'usage auquel celle-ci est destinée : désolidarisation (D), répartition (R),

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

isolation (I).

Sous-couches de désolidarisation

Film de polyéthylène, son épaisseur minimale est de 150 microns lorsqu'il est en contact avec une chape ou un béton. Il nécessite de larges recouvrements (20 cm minimum). Feutres bitumés, Ils admettent de faibles recouvrements. Ils sont généralement utilisés entre voliges et formes en sable.

Sous-couche de répartition

Les panneaux de fibres asphaltés sont posés en flottant et séparés entre eux par un jeu de 3 à 5 mm, et des murs et cloisons par un jeu de 10 mm environ.

Sous-couches d'isolation

Sauf cas particuliers, elles doivent couvrir la totalité du support sur lequel elles sont posées. Leur compressibilité doit être compatible avec la nature des revêtements qu'elles supportent. En particulier, il est interdit de placer des sous-couches trop compressibles telles que les thibaoudes ou les fibres minérales de plus de 3 mm d'épaisseur directement sous des lambourdes ou des panneaux à contre-parement discontinu.

Isolation sous lambourdes

Lorsque l'isolant est seulement disposé en bandes ou patins sous les lambourdes, il doit avoir au moins la largeur des lambourdes. Lorsque la rigidité de l'isolant ne lui permet pas d'épouser les irrégularités du support, il y a lieu de ne pas le disposer de manière continue et de l'interrompre de chaque côté des lambourdes. Lorsque l'isolation phonique est recherchée, une bande isolante est placée en périphérie.

2.1.2.6.3 Lambourdes

L'orientation des lambourdes est déterminée par l'orientation prévue pour le type de parquet. Les lambourdes doivent avoir une bonne assise pour éviter tout grincement du parquet sous les pas.

Les lambourdes doivent être posées de manière que leur face supérieure présente une horizontalité et une planéité telles que le parquet posé satisfasse aux exigences de la norme. Toutes les lambourdes doivent être posées à écartement régulier, être alignées avec des joints décalés d'une rangée à l'autre. Au droit des trémies, des faces des murs et des cloisons, il est posé un cours de lambourdes destiné à supporter les extrémités des lames. Lorsque le calage sous lambourdes dépasse 30 mm de haut, il faut éviter de superposer plus de trois éléments.

2.1.2.6.3.1 Dimensions et écartement

Seront appropriés au type du parquet à poser.

2.1.2.6.4 Faux-planchers

2.1.2.6.4.1 Voligeage

Les voligeages sont réalisés avec des voliges ou avec des lames déclassées. Les voliges sont posées alignées flottantes sur forme en sable ou sur sous-couche. L'espace libre entre voliges est compris entre 5 et 10 cm.

2.1.2.6.4.2 Panneaux dérivés du bois

La pose des panneaux en faux-planchers est identique à celle des panneaux, fixés ou flottants, utilisés en planchers (DTU n° 51.3).

2.1.2.6.4.3 Lames déclassées

Les lames déclassées utilisées en faux-plancher sont posées soit sur lambourdes comme les lames à parquet, soit flottantes comme les voliges.

2.1.2.6.5 Lames à parquet en bois massif

2.1.2.6.5.1 Généralités de mise en œuvre

Sauf disposition contraire fixée par le devis descriptif, les lames à parquet à l'anglaise et les travées de parquet à bâtons rompus ou en point de Hongrie sont orientées perpendiculairement à la paroi de la pièce ayant le plus grand éclaircissement naturel. Toutefois, dans les gymnases et autres locaux de grandes dimensions, les lames à l'anglaise sont disposées parallèlement à la longueur de la salle.

Les largeurs des lames ne doivent pas différer de plus de 5 mm dans un même local, exception faite des lames de rive. Les lames doivent être posées jointives sur leurs rives et abouts ; les rives des lames doivent être droites, non épaufrées

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

et non détériorées par le serrage au marteau. Cependant, lorsque des lames bien sèches sont posées dans des locaux susceptibles de reprendre de l'humidité, il convient de ne pas les serrer et même de laisser entre elles le jeu nécessaire à leur gonflement ultérieur.

La longueur des lames à parquet posées à "bâtons rompus" ou "en point de Hongrie". La longueur des lames doit être identique dans les différentes travées d'une même pièce à l'exception, si nécessaire, des deux travées situées près des murs ou des travées prolongeant une saillie dans la pièce (cheminée, placard, pilier, baie, etc.).

2.1.2.6.5.2 Disposition des joints

Pose à l'anglaise "à coupe perdue". Les joints en bout des lames doivent être décalés d'une rangée à l'autre d'au moins 15 cm dans toutes les pièces où il n'y a pas de lames de longueur inférieure à 40 cm. Quand des lames de moins de 40 cm de longueur sont utilisées, la distance entre les joints ne doit pas être inférieure à 10 cm.

Pose à l'anglaise "à joints sur lambourdes". Les joints en bout des lames doivent être situés sur les lambourdes à, au moins, 1 cm des bords de celles-ci. Ils doivent être décalés d'une rangée à l'autre d'au moins un intervalle de lambourdes.

Pose à l'anglaise "à coupe de pierre". Les joints en bout des lames doivent être alignés de 2 en 2 rangées à ± 2 mm près. Le décalage de ces joints d'une rangée à la suivante doit être d'une 1/2 longueur de lame à 5 mm près.

Pose "en point de Hongrie". Le joint entre les travées doit correspondre à l'axe des lambourdes à 1 cm près. Les pointes des lames, de part et d'autre de ce joint, ne doivent pas être décalées de plus de 3 mm. Dans deux pièces communicantes, les angles en bout des lames ne doivent pas présenter de différence sensible.

Pose "à bâtons rompus". L'axe de la ligne brisée formant le joint des travées doit correspondre à l'axe des lambourdes à ± 1 cm près.

Joint périphérique. Les lames ne doivent pas venir en contact avec les maçonneries, les enduits ou les plinthes. Par suite, les lames de rives et les abouts des lames d'extrémité doivent être arrêtées à une distance comprise entre 5 et 8 mm des murs et cloisons des locaux de dimensions normales. Dans les locaux de grandes dimensions et en plus des précautions de serrage, il faut prévoir le long de tous les côtés un joint correspondant à 0,15 % de la largeur développée des lames.

Quel que soit le type du local, le joint ainsi ménagé doit se retrouver intégralement recouvert par la plinthe (ou la contre-plinthe) qui doit permettre la libre dilatation du parquet.

2.1.2.6.5.3 Raccords aux seuils

Dans le cas de baies séparant deux pièces parquetées, il peut y avoir ou non une lame de seuil à la séparation. Dans le cas de raccord avec un autre revêtement, le parquet doit être arrêté sur une lame de seuil posée à mi-feuillure, ou en fond de feuillure de l'huissierie sur laquelle elle s'aligne.

2.1.2.6.5.4 Assemblage des lames recoupées (seuils, encadrements)

Les lames recoupées en bout pour jonction avec les lames de seuil, d'encadrement, etc., doivent comporter à cette extrémité une rainure ou une languette d'embranchement.

2.1.2.6.5.5 Lames massives fixées par clouage

Les pointes de fixation doivent être à tête plate ou à tête homme

es pointes à tête plate sont placées sur rive portant rainure, les pointes à tête homme sur rive portant languette. Pour les lames de 16 mm d'épaisseur, les longueurs ci-contre sont réduites de 5 mm. Les agrafes utilisées pour la fixation ont la même longueur que les pointes auxquelles elles se substituent.

Pose sur lambourdes ou solives

Les lames doivent être fixées par une pointe ou une agrafe enfoncée obliquement à l'intersection de chaque lame avec chaque lambourde ou solive.

Pose sur faux-plancher

Les lames doivent être placées perpendiculairement ou à 45 ° par rapport aux éléments constituant le faux-plancher auquel elles sont fixées par des pointes dont l'espacement est au plus de 0,40 m avec un minimum de deux pointes par lame.

Lames posées à bain de bitume

A réaliser exclusivement avec des lames à profil spécial disposées à "bâtons rompus".

2.1.2.6.6 Panneaux massifs

2.1.2.6.6.1 Les généralités définies aux paragraphes joints et raccords aux seuils s'appliquent

Ces panneaux sont fixés sur faux-plancher. La fixation des panneaux se fait par clouage ou agrafage obligatoirement aux

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

angles accessibles et en des points intermédiaires dont le nombre varie avec la dimension du panneau.

2.1.2.6.7 Parquets contrecollés

Les lames contrecollées sont orientées parallèlement à la longueur des pièces. Sauf disposition contraire des DPM, les panneaux contrecollés, carrés ou rectangulaires sont posés de telle sorte qu'un de leurs côtés soit parallèle à un mur ou à une cloison. Pour les lames contrecollées, la disposition des joints est identique à celle des lames massives, lames posées à l'anglaise, à coupe perdue, ou à coupe de pierre.

Le joint périphérique à prévoir tout autour des pièces, y compris à proximité des huisseries et porte-balcon, représente au moins 0,25 % de la dimension des locaux, avec un minimum de 8 mm. Au seuil, doit subsister le joint nécessaire au jeu du parquet. Ce joint devra être recouvert par un seuil métallique laissant le parquet libre d'effectuer les légers mouvements qu'occasionne sa perte ou sa reprise d'humidité.

2.1.2.6.7.1 Lames de forte épaisseur

Lorsque des lames d'épaisseur > 22 mm sont posées sur solives, lambourdes ou faux-plancher, elles sont fixées par clouage. Les prescriptions relatives à leur fixation sont identiques à celles des lames massives. Sur les autres supports, elles sont posées flottantes (voir la norme NF P 63-204 (Référence DTU 51.11)).

2.1.2.6.8 Finitions

2.1.2.6.8.1 Ponçage fin

Cette opération précède immédiatement l'application de tout produit de finition. Elle doit s'effectuer avec un papier abrasif de grain de 80 à 100. La dernière passe est exécutée dans le sens du fil du bois sur les lames posées à l'anglaise, dans le sens de l'éclaircissement lorsque les lames ne sont pas parallèles.

2.1.2.6.8.2 Mise en teinte (éventuelle)

Transparente, elle n'est destinée qu'à modifier l'aspect du parquet. La mise en teinte doit être suivie par l'une des opérations ci-après : encaustiquage, vernissage, application d'un fond-dur.

2.1.2.6.8.3 Opérations complètes

Vernissage (ou "vitrification")

Le vernissage comprend l'application d'une couche de vernis suivie d'un égrenage, d'un dépoussiérage et de l'application d'une seconde couche de vernis.

Encaustiquage

L'encaustiquage à froid nécessite l'application d'au moins deux couches, la dernière suivie d'un lustrage. L'encaustiquage à chaud nécessite l'application d'une couche étendue à la main ou à la machine et lustrée.

Huilage

Il se fait par application d'huile de lin cuite et siccative à raison de 100 g au minimum par m². Il peut se suffire à lui-même ou précéder un encaustiquage.

2.1.2.6.8.4 Opérations partielles

Application de fond-durs (ou "sealers")

Cette application peut précéder une opération d'encaustiquage ou de vernissage. Elle ne constitue pas à elle seule une finition adéquate pour les parquets.

Mise en cire

Elle consiste en l'application d'une couche très diluée à étendre à froid sans lustrer.

Revêtements divers

Les échanges d'humidité entre le parquet et l'atmosphère ne doivent pas être complètement empêchés. L'application sur un parquet d'un matériau imperméable (linoléum, sol plastique, sol textile à envers latex, etc.) recouvrant toute la surface est susceptible d'entraîner des désordres en cas d'humidification accidentelle du parquet.

2.1.2.7 PLANCHERS EN BOIS OU EN PANNEAUX DÉRIVÉS DU BOIS

On classe les travaux de mise en œuvre des planchers en cinq catégories :

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Les planchers porteurs sur solivage mis en œuvre à l'abri de l'eau ;
 Les planchers porteurs sur solivage mis en œuvre avec risque d'exposition à l'eau ;
 Les planchers sur lambourdes ;
 Les planchers de doublage ;
 Les planchers flottants en panneaux dérivés du bois sur supports continus.

Certaines dispositions de mise en œuvre sont communes, d'autres sont particulières. Les planchers porteurs sur solivage mis en œuvre à l'abri de l'eau et ceux mis en œuvre avec risque d'exposition à l'eau peuvent assurer une fonction de contreventement. Les deux premiers types de planchers sont posés sur une structure discontinue telle que solivage bois, métal, etc.

Les deux derniers types de planchers sont posés sur une structure continue, telle que dalle de béton, entrevous, etc. Les planchers sur lambourde sont posés indifféremment sur une structure discontinue ou continue.

2.1.2.7.1 Planchers sur lambourdes

Les planchers sur lambourdes constituent un ouvrage plan et continu reposant sur une structure porteuse. Ils sont toujours mis en œuvre à l'abri de l'eau. Le lambourdage est réalisé sur une structure porteuse continue ou discontinue, dont il permet de rattraper les inégalités pour assurer l'horizontalité du plancher. Les lambourdes peuvent être collées, clouées ou scellées sur cette structure porteuse.

Elles peuvent aussi en être désolidarisées par une sous-couche de répartition pour constituer un plancher flottant. Les planchers sur lambourdes assurent une fonction porteuse compatible avec les exigences de la norme NF P 06-001. Ils reçoivent généralement une finition de surface ou un revêtement de sol formant couche d'usure et décorative.

2.1.2.7.1.1 État du chantier avant mise en œuvre

La structure porteuse peut être en bois, en maçonnerie ou en métal. Elle doit satisfaire aux exigences de la norme NF P 06-001 "Base de calcul des constructions - charges d'exploitation des bâtiments" et aux spécifications des DTU correspondants : Règles CB-71, Règles BA-68, Règles CM-66.

2.1.2.7.1.2 Matériaux utilisés

Outre les obligations identiques aux planchers porteurs sur solivage, il est précisé que :

- bois et matériaux dérivés du bois en fonction de leur qualification d'emploi ;
- la profondeur d'enfoncement des pointes, vis ou agrafes et destinées à la pose des panneaux est limitée à l'épaisseur du lambourdage ;
- matériaux pour couches intermédiaires. On utilise exclusivement les couches de répartition ou de désolidarisation en feuilles ou en panneaux.

2.1.2.7.1.3 Généralités pour la mise en œuvre

Les lambourdes doivent avoir une bonne assise pour éviter tout grincement du plancher sous les pas. Les lambourdes doivent être posées de manière que leur face supérieure présente une horizontalité et une planéité telles que le plancher satisfasse aux exigences de la norme.

Toutes les lambourdes doivent être posées à écartement régulier, être alignées avec des joints décalés, d'une rangée à l'autre. Au droit des trémies, des faces des murs et des cloisons, il est posé un cours de lambourdes destiné à supporter les extrémités des lames, ou des panneaux. Lorsque le calage dépasse 30 mm de haut, il faut éviter la superposition de plus de 3 éléments.

2.1.2.7.1.4 Dimensions et écartement des lambourdes

Les épaisseurs

Elles peuvent être exceptionnellement réduites jusqu'à 20 mm si les lambourdes reposent sur toute leur longueur, sans calage. Les lambourdes mises en œuvre en pose flottante doivent avoir une largeur minimale de 50 mm. Les lambourdes mises en œuvre avec calage ou sur support discontinu doivent avoir une largeur de 80 mm.

Les lambourdes fixées ou flottantes supportées sur toute leur longueur doivent avoir une longueur minimale de 0,70 m avec une longueur moyenne minimale de 1 m. Il peut être admis des éléments de lambourdes plus courts au pourtour des pièces, sans toutefois que leur longueur soit inférieure à 0,40 m. Les lambourdes flottantes calées doivent avoir une longueur minimale de 1,50 m avec les saignées nécessaires.

Écartement

Dans les locaux à usage courant, l'écartement d'axe en axe est au maximum de 0,45 m. L'écartement des lambourdes doit être choisi non seulement en fonction des charges, mais aussi en fonction du format des panneaux, des planches et des lames de telle sorte que les petits côtés de ceux-ci soient supportés par un appui continu. Dans les locaux d'habitation, les lames à plancher usinées en bout peuvent être posées à coupe perdue. Au droit des faces des murs et des cloisons, les

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

lambourdes doivent être écartées d'au moins 0,02 m de celles-ci.

2.1.2.7.1.5 Pose des lambourdes flottantes

Pour les lambourdes mise en place directement sur plancher, le nivellement est obtenu, si nécessaire, au moyen de cales fixées sous les lambourdes. Posées sur isolant, les lambourdes seront aussi larges que possible. Les couches intermédiaires de désolidarisation doivent avoir une compressibilité de classe. Il est interdit d'interposer entre des lambourdes flottantes des matériaux granuleux.

2.1.2.7.1.6 Pose des lambourdes clouées, scellées ou collées

Lambourdes fixées sur solives. Les lambourdes doivent reposer sur plus de deux appuis. Les joints des lambourdes sont obligatoirement situés sur les solives et doivent être décalés d'une rangée à l'autre. La fixation doit être effectuée sur chaque solive.

- Solives en bois, la fixation se fait par clouage ou vissage.
- Solives métalliques, la fixation se fait par vissage, boulonnage ou au moyen d'attaches métalliques.
- Lambourdes fixées sur plancher béton ou chape ciment. La fixation des lambourdes par pistoscellement sur plancher en béton ou chape ciment est interdite. Seules sont utilisées les fixations ci-après.

Fixation à la colle

- On utilise les matériaux prévus dans la norme. L'entrepreneur de plancher doit s'assurer que le nettoyage, piquage, brossage, lavage et séchage du sol ont été effectués avec un soin suffisant pour s'assurer de l'adhérence de la colle sur le support.
- Fixation sur béton brut avec calage. Seules les cales préalablement solidarisiées sous les lambourdes sont fixées au béton par un collage ;
- Fixation sur chape ciment sans calage. Ce mode de fixation n'est possible que si le support est livré avec une tolérance de planitude de l'ordre de 5 mm sous 2 m ; la fixation doit être effectuée sous toute la surface des lambourdes avec un collage.
- Fixation au plâtre ou au ciment. On utilise les matériaux dans la norme. L'entrepreneur du plancher doit s'assurer que le nettoyage du sol a été effectué avec un soin suffisant pour assurer l'adhérence du plâtre ou du ciment pour lequel un piquage est nécessaire. Les lambourdes doivent recevoir un lardis de clous à bateau posés obliquement ou alternés sur les deux rives avec un espacement de 0,25 m d'une rive à l'autre. Le scellement doit être exécuté sur toute la longueur et des deux côtés de chaque lambourde.
- Fixation au bitume. L'entrepreneur doit s'assurer que le nettoyage du sol a été effectué avec un soin suffisant pour assurer l'adhérence du bitume. La fixation est effectuée, en plein avec ou sans auget, ou par point lorsque les lambourdes sont calées.

2.1.2.7.1.7 Pose des lambourdes sur terre-plein

Les lambourdes de section 80 × 25 mm au minimum sont imprimées de 1 cm environ dans une forme damée en sable de 2 cm d'épaisseur minimale établie sur une sous-couche en matériaux poreux. Les lambourdes sont retirées de leur emplacement qui est rempli de bitume chaud dans lequel elles sont immédiatement scellées et nivelées. Une chape de bitume de 8 à 10 mm d'épaisseur est coulée entre les lambourdes et remontée en solin le long de celles-ci.

2.1.2.7.1.8 Pose sur lambourdages multiples

Les cours de lambourdes disposés longitudinalement et transversalement pour former des carrés sont surtout utilisés dans les locaux de grande surface (gymnases, etc.). Ils sont généralement prévus pour les gymnases.

2.1.2.7.1.9 Mise en œuvre des planchers

La mise en œuvre des lames, planches ou panneaux constituant le plancher est décrite dans les articles précédents et dans la norme. Toutefois, si les lambourdes sont disposées longitudinalement et transversalement pour former des carrés, il peut être dérogé à l'obligation d'utiliser des panneaux usinés sur les rives, à condition que celles-ci reposent toujours sur une lambourde.

De même lorsque le principe de mise en œuvre sur lambourdes flottantes a été retenu, il y a obligation de laisser un joint périphérique entre chaque panneau constituant le plancher, sous réserve qu'un espace suffisant soit laissé à la périphérie de l'ouvrage pour permettre les mouvements normaux du bois et des panneaux.

2.1.2.7.2 Planchers de doublage

Les planchers de doublage constituent un ouvrage plan et continu fixé sur une paroi plancher porteuse continue en bois ou en métal nervuré. Ils sont toujours mis en œuvre à l'abri de l'eau. Sur plancher en bois, il s'agit généralement de travaux de rénovation.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Les éléments porteurs en métal nervuré sont aussi appelés bacs acier. Les planchers de doublage n'assurent pas eux-mêmes la fonction porteuse. Les charges sont transmises par leur intermédiaire à l'ouvrage porteur sous-jacent. Ils reçoivent généralement une finition de surface ou un revêtement de sol formant couche d'usure et décorative.

2.1.2.7.2.1 État du chantier avant mise en œuvre

La structure en bois doit satisfaire aux exigences de la norme NF P 06-001 "Base de calcul des constructions-charges d'exploitation des bâtiments" et aux spécifications du DTU "Règles CB-71" ou être mise en conformité avec lesdites règles. Le plancher doit être sain. Si l'état actuel de la structure en bois ou les conditions ultérieures d'utilisation des locaux le nécessitent, un traitement préventif ou curatif contre les insectes ou les champignons aura été réalisé. L'horizontalité de la structure détermine celle de l'ouvrage fini. Sa planéité conditionne le choix et l'épaisseur du matériau de doublage. La structure métal doit avoir été réalisée conformément à la norme NF P 06-001 précitée, et aux spécifications du DTU n° 32.1 "Charpentes en acier" et du DTU "Règles CM-66" ou être mise en conformité avec les dites règles.

Conditions requises pour l'exécution des travaux. La pose des planchers de doublage ne pourra être entreprise que si les conditions ci-après sont toutes satisfaites :

- supports en bois : l'humidité des divers éléments constitutifs du plancher ne doit pas dépasser 10 %.
- supports en métal : ils doivent être secs.

2.1.2.7.2.2 Matériaux utilisés

Bois et matériaux dérivés du bois

- On se reportera à la norme. Toutefois, les panneaux, d'une épaisseur nominale inférieure à 10 mm seront usinés sur les quatre rives pour permettre un assemblage par rainure et languette vraie ou fausse.
- Dans le cas d'un support suffisamment plan et doublé par des panneaux minces d'épaisseur nominale < 10 mm, ceux-ci pourront être à bord franc.

Le format des panneaux dérivés du bois à ne pas dépasser est de :

- Pour le contreplaqué : 3,15 × 1,55 m ;
- Pour les particules : 3,00 × 1,00 m ;
- Pour les panneaux de fibres durs : 2,10 × 0,90 m.

2.1.2.7.2.3 Exécution des ouvrages

Plancher de doublage sur structure bois. La solidité des lames de plancher est vérifiée. Les lames défectueuses (cassées, fendues ou trop déformées) ou manquantes sont remplacées. Les lames mobiles sont refixées de préférence par vissage. Les fixations saillantes sont chassées, et leur emplacement poncé. Les panneaux de particules et de contreplaqué sont soit posés à bord franc, soit assemblés par rainure et languette (vraie ou fausse). Les panneaux de fibres durs sont posés à bord franc, face lisse au-dessus.

Tous les panneaux sont posés à joints transversaux alternés (pose en coupe de pierre) en réservant un espace d'une dizaine de mm à la périphérie de la pièce. Cet espace sera dissimulé par la plinthe. Sur leur périphérie, les panneaux contreplaqués et de particules seront fixés de préférence à l'aide de vis à bois ou par clouage ou agrafage disposés de 20 à 30 mm environ de leur bord et espacés de 15 à 20 cm avec une vis à chaque angle.

En partie courante, une fixation espacée de 40 à 50 cm sera suffisante. Les têtes de vis ou de pointes doivent être noyées dans le panneau. Les trous de vis ou de pointes et les joints sont mastiqués et poncés suivant la qualité des revêtements de sol. Les panneaux de fibres durs sont fixés, soit par clouage de préférence torsadé, soit par des agrafes disposées tous les 3 à 5 cm en rive, le plus près possible du bord des panneaux et tous les 20 cm environ à l'intérieur du panneau.

Plancher de doublage sur structure métallique. Pour cette application, on utilise exclusivement des panneaux de particules ou de contreplaqué en éléments usinés sur les quatre rives :

- Les panneaux de particules ont une épaisseur minimale de 16 mm ;
- Les panneaux de contreplaqués ont une épaisseur minimale de 12 mm pour les bois tropicaux et de 10 mm pour les bois résineux.

2.1.3 LIMITES DE PRESTATIONS

2.1.3.1 RÈGLES GÉNÉRALES

2.1.3.1.1 Travaux divers à la charge du présent lot

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Il est fait ici le rappel à l'entrepreneur du présent lot qu'il devra toutes ses fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages et permettant l'intervention des autres lots liés à ses travaux. Ce descriptif n'étant pas limitatif.

Seront également dus tous les documents graphiques, notes de calculs et essais. D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge l'attributaire du présent lot.

2.1.3.1.1.1 Travaux divers dus au PRESENT LOT

L'entrepreneur du présent lot devra réaliser son ouvrage suivant les nécessités du projet et cela après avoir amendé si nécessaire tous les points de détail qui auront pu être omis dans la description des ouvrages ou d'indications sur les plans pouvant donner à une interprétation douteuse. Étant l'homme de l'art et à la lumière de son étude, il ne pourra arguer par la suite à un supplément de prix.

L'entrepreneur du présent lot devra :

- Assurer une parfaite coordination avec les lots ayant été réalisés avant son ouvrage et il devra réceptionner ces lots avant tout démarrage de son propre lot ;
- Fournir également tous les plans de détails nécessaires au lot couverture, menuiseries extérieures, etc. ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre parfaite de tous les matériaux qui seront nécessaires à la réalisation de son ouvrage ;
- D'assurer l'approvisionnement, l'établissement, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, etc., ainsi que les gravois proviennent de son installation ;
- Mentionner clairement sur ses plans toutes les surcharges propres à la structure, aux charges permanentes, etc. ;
- Un plan avec numérotation de chaque fil et leurs sections notamment : poteaux en pied, etc. ;
- S'assurer avant la mise en œuvre de l'isolation que le coefficient des matériaux isolants employé sera celui prévu par la RT2012 et il en devra la fourniture et une pose suivant les règles de l'art.

Avant toute mise en place des parties métalliques celles-ci auront été préalablement traitées avec une peinture antirouille et cela comprend aussi tous les assemblages avant leur association et après leur fixation.

Assurer la protection de son personnel par la mise en place d'une ligne de vie permettant la pose d'éléments dits spéciaux pour l'accès et la circulation sur les toitures.

Certaines protections provisoires des travailleurs pourront rester en place dans le cas où un autre lot en fait la demande avant toute dépose par le présent lot. Dans ce cas où elles sont conservées, la dépose sera faite après coup par l'entreprise du présent lot, sauf spécifications contraires, c'est-à-dire un accord écrit avec l'entreprise demanderesse.

2.1.3.1.2 Avertissement sur la réception des ouvrages d'autres corps d'état

2.1.3.1.2.1 Réception d'autres ouvrages

Il appartient à l'entrepreneur du présent lot :

- d'assurer la réception des ouvrages sur lesquels son ouvrage sera fixé et de faire en temps et heure toutes les remarques et réserves si nécessaires et de n'entreprendre aucune pose avant l'accord du maître d'œuvre. Sans remarques de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art ;
- fournir aux entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques et informatiques des points d'ancrage de son ouvrage et de ses spécifications techniques ;
- fournir toutes informations précitées aux autres lots liés à son ouvrage. Dans le cas d'un retard dans la fourniture de ses documents et d'un retard d'exécution d'un autre lot, les conséquences financières en découleront seront imputées au présent lot.

2.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.2.1 DÉMOLITION DE CLOISONS

2.2.1.1 Cloisons de toutes natures

2.2.1.1.1 Cloisons non porteuses

Démolition à la masse et à la pioche de cloisons en matériaux de toutes natures, y compris descellement et dépose de blocs-portes, poteaux, plinthes, lambris, etc. Le chargement et l'enlèvement des gravois sont à reprendre plus loin.

2.2.1.1.1.1 Tous types de cloisons

Localisation :

Sanitaires PMR au R+1 et RDC

2.2.2 MAINS COURANTES

2.2.2.1 Modification mains courantes

Modification des mains courantes existantes afin de les prolonger horizontalement au droit des premières et dernières marches des volées d'escalier, de la longueur d'un giron, y compris mise en peinture de l'ensemble.

2.2.2.1.1 Prolongement mains courantes métalliques

Localisation :

De chaque côté de l'escalier extérieur accès principal au tribunal (7) (FC n°4 rapport du contrôleur technique)

2.2.2.1.2 Prolongement mains courantes bois/métalliques

Localisation :

De chaque côté des escalier intérieurs (7) (FC n°18 rapport du contrôleur technique)

2.2.3 QUINCAILLERIE

2.2.3.1 Poignée de porte en inox

Fourniture et pose de poignée de porte en inox sur rosace.

2.2.3.1.1 Poignée de porte PMR



Localisation :

Sanitaire (4) (FC n°37 rapport du contrôleur technique)

2.2.3.2 Remplacement des poignées

Remplacement des poignées existantes par des poignées becs-de-cannes.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE**2.2.3.2.1 Dépose poignée bouton*****Localisation :***

Dans l'ensemble du tribunal (FC n°26 rapport du contrôleur technique)

2.2.3.2.2 Poignée bec-de-canne en inox***Localisation :***

Dans l'ensemble du tribunal (FC n°26 rapport du contrôleur technique)

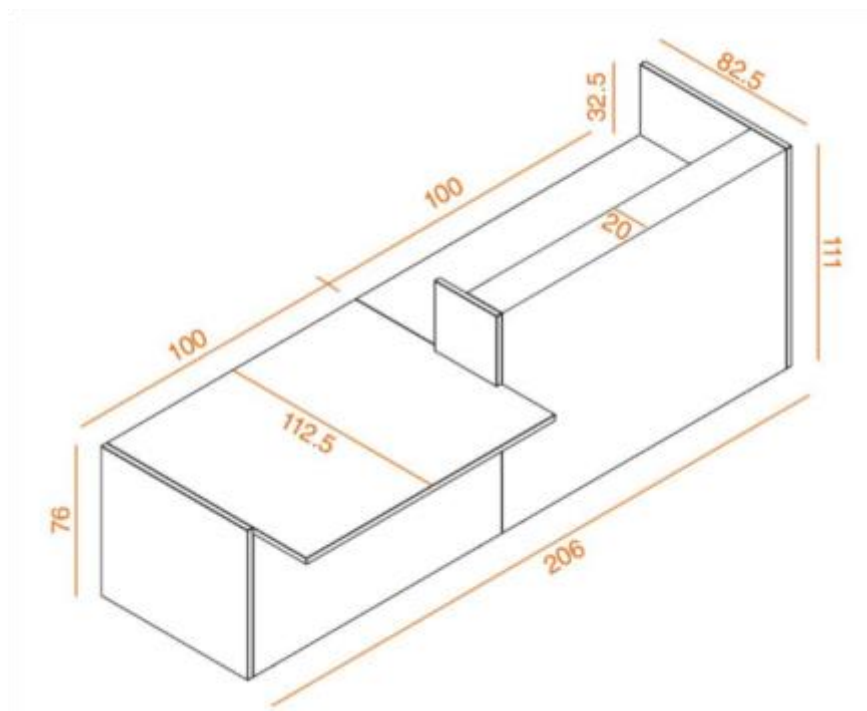
2.2.4 LES ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES**2.2.4.1 ENSEMBLES MENUISÉS****2.2.4.1.1 Banque d'accueil**

Banque d'accueil fabriquée en atelier composée d'un plan de travail en panneau de particules épaisseur 25 mm, plaques lamifiées 15/10° et contrebalancées. Façade et socle en panneau de particules épaisseur 25 mm, face et chants vus plaqués stratifié 9/10°. Support intermédiaire tous les 80 cm. Toutes sujétions pour les réservations et passages d'ouvrages d'autres corps d'état. Y compris signalisation pictogramme "PMR" et toutes sujétions.

2.2.4.1.1.1 Ensemble banque d'accueil accessible "PMR"

Teinte : au choix du Maître d'œuvre

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE



Localisation :

Accueil, Greffe du Conseil de Prud'homme, bureau Délégués du Procureur et bureau de l'exécution des peines (1) (FC n°7, 8, 27 et 28 rapport du contrôleur technique)

2.2.4.2 SIGNALISATION

2.2.4.2.1 Panneau d'affichage

Fourniture et pose de panneau d'affichage en aluminium. Fixation par vis ou par pastilles autocollantes.

2.2.4.2.1.1 Plaque signalétique "accès PMR"



Localisation :

Près de la porte d'accès à droite de l'escalier principal

2.2.5 DÉPOSE, MODIFICATION ET REMPLACEMENT

2.2.5.1 DÉPOSE DIVERSES

2.2.5.1.1 Dépose de vantaux

Dépose de vantaux sans réemploi comprenant dégondage, y compris dépose des bâtis et toutes sujétions.

2.2.5.1.1.1 Dépose porte d'entrée à deux vantaux

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

Localisation :

Entrée principale (2) (FC n°23 rapport du contrôleur technique)

2.2.5.2 PORTE D'ENTREE

2.2.5.2.1 Porte d'entrée

Fourniture et pose de porte d'entrée en bois d'aspect identique à l'existant, y compris quincaillerie, cylindre et toutes sujétions.

2.2.5.2.1.1 Porte d'entrée avec passage libre de 0,80 m



Localisation :

Entrée principale (2) (FC n°23 rapport du contrôleur technique)

2.2.5.3 PORTE EXISTANTE

2.2.5.3.1 Agrandissement porte

Agrandissement porte existante, comprenant dépose de la porte, modification de l'entourage bois pour agrandissement, pose à neuf d'une porte identique à l'existante y compris peinture, quincaillerie, cylindre et toutes sujétions mise en œuvre.

2.2.5.3.1.1 Bloc-porte bois à 1 vantail pour passage libre de 77 cm, compris peinture et modification entourage

Localisation :

Service application des peines (2) (FC n°24 rapport du contrôleur technique) et bureau de l'exécution des peines (2) (FC n°25 rapport du contrôleur technique)

2.2.5.4 BANCS

2.2.5.4.1 Bancs existants

Suppression ou modification de bancs existants pour respecter les normes accessibilités "PMR".

2.2.5.4.1.1 Dépose de bancs

Localisation :

Salles d'Audience

2.2.5.4.1.2 Modification de bancs

Localisation :

Salles d'Audience

2.2.6 LES PLINTHES

2.2.6.1 PLINTHES COURANTES

2.2.6.1.1 Plinthes droites en bois à peindre ou à vernir

Plinthes droites en bois comprenant toutes les façons telles que coupes, entailles, ajustements, traînées. Les sujétions de clouage font parties du forfait. Un mastic acrylique sera systématiquement mis en œuvre en cas de désaffleurement avec le support.

2.2.6.1.1.1 Plinthe en sapin du Nord 10 x 60 mm à peindre

Localisation :

Sanitaires PMR au RDC et R+1

2.2.7 OUVRAGERS DIVERS

2.2.7.1 RAMPES

2.2.7.1.1 Rampes en bois

Réalisation d'une rampe en bois, comprenant la dépose et modification du plancher bois existant, mise en place de lambourdes, platelage, habillages diverses, traitement de surface de finition et antidérapant, y compris toutes sujétions.

2.2.7.1.1.1 Rampe en bois identique à l'existant

Localisation :

Salles d'Audience

2.2.8 CLOISONS EN PLAQUES DE PLÂTRE SUR OSSATURE MÉTALLIQUE

Cloisons de distribution en plaques de plâtre vissées sur ossature métallique. Mise en œuvre conformément aux prescriptions du NF DTU 25.41 :

Mise en place de l'ossature en acier galvanisé avec montants, rails et tous accessoires de renforts appropriés au droit des appareils sanitaires et autres ;

- Mise en place des huisseries de portes ;
- Mise en place des plaques vissées sur l'ossature.

Finition des cloisons comme suit :

- Ragréage des joints et calfeutrements avec un enduit préconisé par le fabricant et ratissage général.
- A tous les angles saillants, mise en place d'une protection de l'arête par une bande spéciale armée ou par une cornière métallique ou PVC perforée, conformément aux dispositions du NF DTU 25.41 P1-1.

L'attributaire du présent lot veillera à respecter impérativement, pour chaque type de cloisons, les hauteurs maximales préconisées par le NF DTU 25.41 P1-1. pour les ossatures visées par ce DTU (ou bien celles préconisées par le fabricant pour des ossatures présentant d'autres caractéristiques) en fonction de la présence de montants simples ou doubles, de leur inertie et de l'entraxe de ces montants.

2.2.8.1 CLOISONS COURANTES À SIMPLE PLAQUE

2.2.8.1.1 Cloisons courantes à simple plaque de 72 mm avec incorporation d'isolant

Fourniture et pose de cloison de 72 mm d'épaisseur composée d'une plaque de plâtre par face. Ces plaques seront vissées sur des rails métalliques en acier galvanisé horizontaux et sur des montants verticaux. Fixation par vis invisibles autoforeuses tête trompette. Largeur de l'ossature de 36 ou 48 mm suivant destination. Entraxe montants de 0,60. Vissage de plaques avec un entraxe maximum de 0,30, montage jointif pour faciliter le traitement des joints entre panneaux, angles, cueillies par bande et enduit spécial. 3,50 m de hauteur d'emploi maximum (avec doubles montants espacés de 0,40 cm). Incorporation de feutre isolant en panneaux semi-rigides.

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

2.2.8.1.1.1 1 hydrofuge de 13, 1 hydrofuge de 13 (1 plaque par parement)

- Largeur ossature : 48 mm
- Isolant : LAINE DE ROCHE (45 mm)
- Affaiblissement acoustique : 39 dB
- Résistance au feu : CF 1/2 h

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.9 LES PORTES COURANTES DE COMMUNICATION

2.2.9.1 HUISSERIES

2.2.9.1.1 Huisserie bois

Huisserie en bois pour portes à rives droites ou à recouvrement (suivant concept), à sceller ou à cheviller. Épaisseur en fonction des parois. La pose s'effectuera de façon rigoureuse aux emplacements prévus et maintient pour qu'il ne subisse aucun déplacement ou déformation lors d'intervention d'autres corps d'état. Traitement fongicide.

2.2.9.1.1.1 Huisserie bois exotique rouge de cloison pour porte à 1 vantail

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.9.2 STRUCTURE DES VANTAUX

2.2.9.2.1 Portes finition fibre prépeinte

Portes prépeintes 2 couches d'apprêt, composées de deux parois collées de chaque côté d'une ossature constituée, soit d'une âme pleine lames ou lamelles jointives, lattes, panneau de particules bois, etc. soit d'une âme alvéolée dont les éléments laisseront entre eux des vides de forme géométrique, alvéole, nid d'abeille ou cellules, ou encore soit d'âmes creuses. Les alaises seront constituées soit par une latte de bois massif rapportée assemblée ou collée, soit par l'ossature elle-même. Épaisseur 40 mm. Lorsque la pose devra s'effectuer avant l'exécution des sols, les portes seront réglées d'après les traits de niveau de sols finis.

2.2.9.2.1.1 Fibre prépeinte, âme pleine, largeur 830 x 2040 hauteur, 1 vantail

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.9.3 SERRURERIE

2.2.9.3.1 Serrures à larder

La pose courante se fera à l'aide de vis lubrifiées. Les entailles et mortaises nécessitées par la pose des organes de fermeture doivent être réalisées au plus juste pour altérer le moins possible la résistance, la durabilité et l'étanchéité des menuiseries. Gâches réversibles. Les gâches doivent être disposées au niveau des pènes. La têtère et la gâche doivent affleurer le chant de la porte ou de l'huisserie avec une tolérance de 1 mm en retrait. Les autres contraintes seront les dispositions des fabricants et des DTU.

2.2.9.3.1.1 Serrure à larder économique, monopoint, bec de cane à condamnation

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.9.4 GARNITURES EN ALUMINIUM

2.2.9.4.1 Ensembles en aluminium sur rosaces, série standard

Fourniture et pose de garnitures de portes en aluminium sur rosace, Surface des poignées traitées par anodisation ou par

CCTP LOT 2 : MENUISERIES INTERIEURES / PLATRERIE

application d'un revêtement de poudre. Carré adapté à la serrure. Ensemble complet, 2 faces.

2.2.9.4.1.1 Garnitures de portes en aluminium, béquilles sur rosaces, pour condamnation avec voyant, série standard

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.10 LES ACCESSOIRES POUR PORTES

2.2.10.1 BUTOIRS

2.2.10.1.1 Butoirs avec monture en aluminium

Fourniture et pose de butoirs de vantaux, montures en aluminium anodisé, finition naturelle ou ton champagne, coordonnées avec les ensembles de garnitures et butées en caoutchouc, fixations invisibles.

2.2.10.1.1.1 Butoir de sol, cylindrique, en aluminium

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.10.9 POIGNÉES

2.2.10.9.1 Poignées de tirage

Fourniture et pose de poignées de tirage pour portes battantes.

2.2.10.9.1.1 Poignée de tirage "PMR", en aluminium anodisé

Localisation :

Sanitaires au RDC et R+1

2.2.11 DÉPOSE, REPOSE DE FAUX-PLAFONDS

2.2.11.1 DÉPOSE SOIGNÉE DE FAUX-PLAFONDS

2.2.11.1.1 Dépose et stockage soignés

Dépose jusqu'à 3,00 m de hauteur du sol y compris l'ossature et les suspentes. Stockage sur un lieu sec. Protection par film polyane.

2.2.11.1.1.1 Dépose de dalles 600 x 600 mm

Localisation :

Sanitaires PMR au RDC et R+1 (au droit de la cloison à réaliser et existante démolie)

2.2.11.2 REPOSE DE FAUX-PLAFONDS

2.2.11.2.1 Repose et complément

Repose jusqu'à 3,00 m de hauteur du sol y compris reprise éventuelle de l'ossature ou des suspentes. Changement ou nettoyage des plaques abîmées.

2.2.11.2.1.1 Dépose de dalles 600 x 600 mm

Localisation :

Sanitaires PMR au RDC et R+1 (au droit de la cloison à réaliser et existante démolie)